

E-Journal KINSHASA

Ce journal est disponible et à
l'œil sur notre site
www.e-journal.info

3
ans

HEBDOMADAIRE | 4^{ÈME} ANNÉE | MARS 2023 | NOUVELLE SÉRIE N°201

Vous sommes très présents sur les réseaux sociaux

ÉDITO

LE COQ AFFRONTÉ LE LÉOPARD...

Lors du passage du président Français Emmanuel Macron, à Kinshasa, nous avons assisté en direct sur la RTNC, à un duel où le coq défie le léopard.

Pour en savoir plus, je vous invite à lire notre nouvelle chronique Échos de la Diaspora que va animer M. LOKONDO MANDELA, le fils de l'autre qui a choisi de faire la même chose que son géniteur de père qui, à cette même édition dans sa tribune «libre opinion» demande aux Kivutiens d'arrêter la guerre de l'Est dont ils sont d'une manière ou d'une autre, complices

Dans la rubrique Nation, nous avons épinglé la déclaration du président de CENI, tenue au cours d'une interview accordée à la chaîne Télé 50, bien que prioritaire dans les dépenses de l'Etat, ça fait plus de 6 mois que la CENI ne reçoit plus de fonds et cette situation risque de causer le report des élections.

En économie, l'on assiste à la dépréciation du Franc Congolais par rapport au dollar américain et cette situation réduit sensiblement le pouvoir d'achat du Congolais.

S'agissant de la santé, nous vous parlons d'hémorroïdes, ce mal qui ne semble épargner personne à cause de la mal bouffe et la position assise ou debout très prolongée.

Et dans la rubrique Nécrologie, nous évoquons la disparition du patriarche Bossekota wa Lokilo Joseph, le tout premier fondateur d'une université privée en RDC, ULK et celle du professeur Damien Mpwomo, le DG de l'Ina.

En musique, nous rendons hommage à l'artiste musicien Josky, Kiambukuta, décédé il y a un an déjà !

Et enfin, nous jouons les prolongations en vous rappelant que PSG a été éliminé, comme d'habitude, en huitièmes de finales de la Champions League.

HC EALE IKABE Jean-Pierre

ECHOS DE LA DIASPORA

DANS UNE PASSE D'ARMES QUI RESTERA HISTORIQUE, LE LÉOPARD ET LE COQ SE SONT RENCONTRÉS



Page 4

CENI : ENRÔLEMENT DES ÉLECTEURS

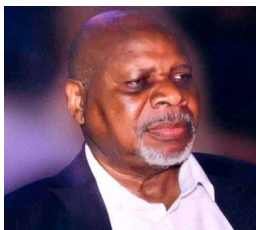
DEUXIÈME PROLONGATION POUR L'AIRE OPÉRATIONNELLE 2

Page 5

ECONOMIE

DORÉNAVANT LE TAUX DE CHANGE SERA PUBLIÉ CHAQUE JOUR PAR LA BANQUE CENTRALE

Page 9



100% RUMBA

HOMMAGE À JOSKY KIAMBUKUTA 7 MARS 2022- 7 MARS 2023 : 1 AN DÉJÀ !

Page 18



CENTENAIRE DE LA VILLE DE KINSHASA

HISTOIRE URBAINE DE KINSHASA (1^{ÈRE} PARTIE) FORMATION DES DIVERS QUARTIERS DANS LA PLAINE ET SUR LES COLLINES PÉRIPHÉRIQUES LA VILLE DE KINSHASA

Page 13

E-Journal
KINSHASA

sur les réseaux sociaux chaque
Week-end et disponible sur le site
www.e-journal.info

GUERRE À L'EST DE LA RDC

QUI VEUT LA PAIX, PRÉPARE LA GUERRE !

Le passage du président français Macron en République démocratique du Congo a laissé un sentiment de déception de la part d'une grande frange de Congolais car ils attendaient la condamnation claire du Rwanda de sa part mais c'est à des termes presque alambiqués que le président français s'est livré à cet exercice.

En effet, la sécurité du territoire est une question de souveraineté nationale et elle ne se sous-traite pas par d'autres pays. Sans oublier que cette guerre est la suite logique de la guerre menée par les Occidentaux pour faire partir le président Mobutu du pouvoir. Ce sont les mêmes puissances qui sont dans la manœuvre depuis que la RDC a signé le contrat chinois pour l'exploitation de ses minerais en contrepartie des infrastructures.

Pour appliquer leur plan macabre d'exploitation illicite des matières premières de la RDC, elles procèdent par procuration en armant le Rwanda pour occuper l'est du pays sous la couverture des rebelles du M23 qui sont en réalité des supplétifs de l'armée rwandaise et qui sont encadrés sur le terrain par les officiers rwandais en disposant des bases arrières sur le territoire rwandais.

Depuis la reprise des hostilités entre les FARDC et le M23 en 2021, les militaires loyalistes ne font qu'accumuler des contreperformances sur le terrain malgré leur supériorité numérique et le supposé appui militaire et logistique de la Monusco. Comptant sur la pression internationale des institutions telles que l'ONU, l'UA, la CEEAC, etc., toutes les résolutions adoptées n'ont eu aucun effet contraignant sur la velléité des puissances impérialistes par l'entremise de leurs sous-traitants l'Ouganda et le Rwanda. Chose grave, même le Secrétaire général de l'ONU n'osait pas citer le nom du Rwanda comme pays agresseur et soutien du M23, craignant la réaction des puissances impérialistes.

Face à l'indifférence de la communauté internationale et des Etats occidentaux et à l'échec diploma-

tique, la seule option qui reste est militaire. Comme les stratèges militaires romains disaient : « qui vis pacem, para bellum ». Qui veut dire : « qui veut la paix, prépare la guerre ». Et un autre adage qui dit : « la meilleure défense, c'est l'attaque ». La multiplication des initiatives tue l'initiative : Nairobi, Luanda, Bujumbura, toujours des procédés de bonnes intentions sans aucun progrès significatif sur le terrain. Pourparlers sur pourparlers sans aucune avancée significative également et la situation sur le terrain ne fait qu'empirer avec des morts supplémentaires et des centaines de milliers de déplacés ainsi que des pillages des ressources minières dans l'est de la RDC. Ni la présence de la Monusco avec plus de 15.000 hommes, ni l'état de siège instauré et moins encore le déploiement des troupes de l'EAC n'ont résolu le problème de sécurité à l'est de la RDC.

Plus d'un quart de siècle l'insécurité persiste à l'est de la RDC entretenue par ses voisins sous prétexte de poursuivre les mouvements rebelles tels que l'ADF ou Le FDLR qui se trouvent sur le territoire congolais mais qui n'y mènent pas des actions contre leurs pays respectifs en l'occurrence le Rwanda et l'Ouganda.

Comment un mouvement rebelle, défait en 2013, peut resurgir hyperarmé pour mettre en déroute l'armée congolaise ? Qui finance ce groupe rebelle ? Où passent les armes utilisées par le M23 ? Où passent les minerais exploités frauduleusement par le M23 ? Ces minerais de sang sont vendus où et achetés par qui ? Autant de questions qui restent sans réponse pour l'instant.

D'où il faut revoir l'approche de la résolution du cycle des guerres récurrentes de l'est de la RDC. La question de la souveraineté d'un pays ne se sous-traite pas par des tiers pays d'où l'option de renforcer les capacités opérationnelles des FARDC qui passent des réformes structurelles. Cela passe en priorité par l'assainissement des effectifs des hommes de troupes qui ne sont pas bien maîtrisés ainsi que la mise en retraite d'un grand nombre des militaires.



En second lieu, il s'agit du rajeunissement des éléments des forces armées ainsi que de leur formation. Comme il n'y a pas des mauvaises troupes mais des mauvais chefs, il faut restructurer l'organisation et le fonctionnement des différents commandements des forces pour les rendre plus efficaces et efficaces. Doter les différentes forces : terrestre, navale, aérienne des matériels et équipements adéquats dignes d'une armée moderne. Et dernier ressort, il faut améliorer les conditions de vie des militaires et de leurs familles pour les motiver à bien défendre la patrie.

Seule une armée structurée et dissuasive peut mettre un terme aux velléités mercantilistes et expansionnistes des voisins de la RDC comme à l'époque du président Mobutu. La RDC est le ventre mou des pays de différentes sous-régions dont elle est membre et un terrain de promenade pour les militaires de ses voisins. Avec sa superficie de près de deux et demi millions de kilomètres carrés et ses plus de cent millions d'habitants, la RDC devrait avoir une des plus grandes armées d'Afrique et de surcroît devrait dissuader ses voisins, tel n'est pas le cas. Les militaires angolais, ougandais, rwandais y rentrent et y ressortent comme dans un no man's land.

Au lieu de pleurnicher partout et tout le temps, la RDC doit s'organiser même si cela prendra du temps pour mettre en place une armée à la dimension de sa superficie et de sa démographie et mieux l'équiper pour garantir l'intégrité territoriale et par ricochet la sécurité de ses citoyens et de leurs biens.

Herman Bangi Bayo

PATRICK MUYAYA À LA PRESSE

« (...) GRÂCE À FALLY IPUPA, LA FRANCE VA DONNER 43 MILLIONS D'EUROS À LA RD CONGO »

Après le séjour du Président français, une polémique a envahi les réseaux sociaux, surtout sur la présence de Emmanuel Macron à Bandal avec une bouteille de Castel avec des yeux mi ouverts, mi fermés.

Lors de son briefing hebdomadaire sur le partenariat RDCongo -France, Patrick Muyaya, Ministre de la communication et médias, sans prendre la défense de l'artiste natif de cette Commune, Fally Ipupa, a tenu à préciser certaines informations sur cette présence historique dans sa Commune.

D'un ton plus au moins sévère, Muyaya qui a souligné qu'il est notable de Bandal (commune qui a accueilli Macron dans un bar) a répondu une question par une autre ; En tant que habitant de Bandal, étions-nous heureux de voir le Président Français à Bandal oui ou non ? a-t-il posé comme question.

« L'artiste musicien Fally Ipupa est parmi ceux qui ont rencontré le président français Emmanuel macron avant son arrivée à Kinshasa pour lui parler de la situation humanitaire dans l'Est de la République démocratique du Congo », a-t-il signalé avant de souligner que la France va donner 34 millions d'euro à la RDCongo pour la prise en charge humanitaire des déplacés grâce au plaidoyer de Fally Ipupa.

Notons que lors de cet échange vif avec les professionnels des médias congolais, Patrick Muyaya a martelé sur le fait que pendant la rencontre entre



Président Félix Tshisekedi et Président Emmanuel Macron, le numéro un congolais a porté la voix des Congolais sur l'agression rwandaise.

Pour lui, cette conférence de presse va rester dans les annales. Il y avait deux démocrates totalement décontractés menant une discussion à cœur ouvert à l'image, a-t-il comparé, à Kinshasa, une ville de liberté. Sa visite était aussi le stop pour honorer le docteur Muyembe comme l'a fait en 1984 François Mitterrand à l'INRB.

E. Macron, Fally et Muyaya à Bandal « Chez Macron » !

Le passage du président français était aussi le moment du spectacle à l'Institut français lors de la prestation de l'Orchestre philharmonique Kimbanguiste avec les danseurs venus de Goma. Ce concert a connu la participation de L'artiste Fally Ipupa avant la descente à Bandal, le Paris, Kinois.

C'est durant cette prestation que Fally Ipupa a plaidé pour

un pont humanitaire pour les victimes de guerre. Tout en gardant son ambiguïté sur l'agression rwandaise, la France a réagi à la hauteur de 34 Millions £ d'ici à disponible d'ici la fin de cette semaine.

Selon les dernières informations, le bar qui a accueilli Emmanuel Macron dans la commune de Bandal a changé de nom devenant ainsi « Chez Macron ».

Réagissant sur la présence de trois protagonistes dans un « nganda » à Bandal, Muyaya a indiqué que « entant notable de Bandal, peut-être, il fallait blâmer celui qui a dit que Bandal, c'est Paris. En arrivant ici, le président Emmanuel Macron a tenu à faire un tour à Bandal avec Fally Ipupa comme fixe. Connue pour sa résilience, Kinshasa la plus grande ville francophone attire le monde grâce à ses génies », a-t-il dit tout en présentant des excuses à ceux qui se sont sentis lésés par cette présence sur ce lieu d'ambiance.

Onassis Mutombo

Société éditrice : Agence Temps Libre | Fondateur : Jean Pierre Eale Ikabe
 Directeur de publication délégué : Herman Bangi Bayo

Montage : Lino Debrazeau
 Lionel Aimé Mpasi

Ont contribué à cette édition : Jean Pierre Eale Ikabe, Herman Bangi Bayo, Prof Yoka Ilye, Socrate Lokondo, Katsch Katende,

Tél. : 0999947441 / 0997298314 | E-mail : agencetempslibre@gmail.com | Site web : www.e-journal.info
 Siège : Avenue du Stade N°1, Quartier Administratif / Territoire de Kasangulu | Dépôt légal : 09629571

VILLE DE KINSHASA : TRANSPORT EN COMMUN DES NOUVEAUX TARIFS FIXÉS

Dans un arrêté rendu public, 10 Mars 2023, par le gouvernement provincial de la ville de Kinshasa, une nouvelle grille tarifaire des transports en commun vient d'être publiée suivant divers itinéraires.

Les prix à la course viennent de connaître des augmentations substantielles de plus de 30 % des tarifs habituels. A titre illustratif : "De Bandalungwa Moulaert au Centre-ville : 700 FC ; De Kintambo Magasin- Centre-ville : 800 FC. De la Gare central : au campus (UNIKIN) 800 FC, à Delvaux et Upn 1000FC, à Matadi Kibala 1500FC. De Marché central : à Rond-point Ngaba et Victoire 800FC".



TARIFS DES TRANSPORTS EN COMMUN ET LES ITINERAIRES OFFICIELS A PARCOURIR SUR TOUTE L'ETENDUE DE LA VILLE DE KINSHASA

I. BUS, MINI-BUS ET TAXI-BUS

ITINERAIRE	TARIF
01. DE MARCHÉ DE LIBERTE, KINGASANI II (PASCAL), KINGASANI YA SUKA A :	
• MIKONGA/BIBWA	500
• KINKOLE/COMMUNE	800
• N'SELE	1.500
• MALUKU	2.000
• MENKAO	2.000
• BITA	2.000
• NDAKO PEMBE	2.500
• IMPURU	2.500
• DUMI	5.000
• MBANKANA	6.000
• MONGATA	7.500
• KISIA	3.000
• KARO	5.000
• KIMPETI SAO	3.000
• MIKONDO BOSAWA	500
• KINKOLE CIMETIERE	800
• KINGAKATI	4.500
• BWA NTABA	6.500
• IMBU	6.500
• MFUMU NKENTO	8.500
02. DE MARCHÉ CENTRAL A :	
• KINGASANI YA SUKA	1.000
• KIMBANSEKE	1.000
• N'DJILI SAINTE THERESE	800
• MASINA PETRO CONGO	800
• DELVAUX	800
• OZONE BARRE	800
• KINSUKA POMPAGE	1.000
• CAMPUS	1.000
• INTENDANCE	1.000
• MOKALI PONT MANGO	1.000
• U.P.N.	1.000
• MATADI KIBALA	1.500
• LEMBA	800

• MATETE	800
• ROND-POINT NGABA	800
• YOLO EZO	800
• KINTAMBO CIMETIERE	800
• SELEMBAO SANATORIUM	800
• MAKALA NGUNZA	800
• ROND POINT VICTOIRE	800
• KINTAMBO MAGASIN	800
• MARCHÉ GAMBELA	800
• MBUDI	1.200
03. DE GARE CENTRALE A :	
• KINGASANI YA SUKA	1.000
• KIMBANSEKE	1.200
• N'DJILI SAINTE THERESE	1.000
• MASINA PETRO CONGO	1.000
• MATETE	1.000
• LEMBA	1.000
• BANDAL MOULAERT	700
• MIKONGA BIBWA	2.000
• U.P.N.	1.000
04. DE PONT KASA-VUBU A :	
• KINGASANI YA SUKA	700
• KINTAMBO	700
• LEMBA	700
• ROND-POINT NGABA	700
• KIMBANSEKE	700
• N'DJILI SAINTE THERESE	700
• YOLO EZO	700
• MAKALA LE DESTIN	700
• PETRO CONGO	700

Ces prix publiés ne concernent que les bus, taxi-bus et les mini-bus faisant le transport sur toute l'étendue de la ville de Kinshasa.

CENI : ENRÔLEMENT DES ÉLECTEURS DEUXIÈME PROLONGATION POUR L'AIRE OPÉRATIONNELLE 2

Prévue pour ce vendredi 10 mars 2023, la clôture des opérations d'enrôlement des électeurs dans l'aire opérationnelle 2 (AO2) interviendra finalement le 20 mars prochain. Un nouveau délai de dix (10) jours supplémentaires est accordé dans toutes les neuf (9) provinces et trois (3) pays pilotes a annoncé la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Cette décision a été prise dans le souci permanent de préserver le caractère inclusif des opérations en cours et c'est dans ce sens que la CENI accorde une période de rattrapage de dix (10) jours afin de permettre à toute Congolaise et à tout Congolais remplissant les conditions requises d'obtenir la carte d'électeur et de figurer sur la liste électorale ».

Le délai de 25 jours accordé pour cette opération a pris fin le vendredi 10 mars. Cette nouvelle prorogation de 10 jours se justifie par le fait qu'il s'observe « une très grande affluence de requérants devant les centres d'inscription » dans toutes

ces provinces et pays concernés, selon les responsables de la CENI.

Sont concernés par cette décision les provinces et pays ci-après : Haut-Katanga, Haut-Lomami, Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Lomami, Lualaba, Sankuru, Tanganyika, Afrique du Sud, Belgique et France.

Opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs dans l'Aire Opérationnelle 2 (AO2)

UNE PROLONGATION DE
10 JOURS ACCORDÉES À 9
PROVINCES ET 3 PAYS PILOTES

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a, ce vendredi 10 mars, dans un communiqué de presse portée à la connaissance de l'opinion publique, que les opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs, dont la clôture était prévue ce même vendredi, ont été prolongées de 10 jours dans 9 provinces et 3 pays pilotes de l'Aire opérationnelle 2 (AO2). Cela, afin de permettre à toute la population remplissant les



conditions requises d'obtenir la carte d'électeur et de figurer sur la liste électorale.

Lesdites provinces ainsi que les pays concernés par cette prolongation sont entre autres : Haut-Katanga, Haut-Lomami, Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Lomami, Lualaba, Sankuru, Tanganyika, Afrique du Sud, Belgique et France.

Sur ce, la CENI invite toute la population électorale de cette Aire opérationnelle, à profiter de cette prolongation pour obtenir chacun sa carte d'électeur.

EJK

OPÉRATION D'IDENTIFICATION ET D'ENRÔLEMENT DES ÉLECTEURS À BENI DES PERSONNES ARMÉES ATTAQUENT UN CI A BUTUHE

Des personnes armées non autrement identifiées ont, dans la nuit du mercredi 8 mars au jeudi 9 mars, attaqué un Centre d'inscription (CI) des électeurs, situé à l'école primaire Tuendeleye, à Butuhe dans le territoire de Beni.

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) affirme, dans un communiqué de presse à

l'endroit de l'opinion publique, que « ces inciviques ont emporté le kit qui s'y trouvait et blessé grièvement un agent de la Police nationale congolaise (PNC) ; ce dernier a été acheminé à l'hôpital à Butembo pendant qu'un autre élément de la PNC est porté disparu ».

La CENI a tenu à rappeler dans ce communiqué que, « les Centres d'inscription et le matériel d'iden-

tification et d'enrôlement des électeurs sont inviolables ».

Elle condamne cette attaque et invite les autorités compétentes à se mettre aux trousses de coupables afin qu'ils soient sévèrement sanctionnés mais aussi, pour retrouver au plus vite le matériel volé.

Espérant KALONJI

DANS UNE PASSE D'ARMES QUI RESTERA HISTORIQUE, LE LÉOPARD ET LE COQ SE SONT RENCONTRÉS.

Bien que souvent cousus de fil blanc, les discours prononcés par les deux chefs d'Etat se voulaient par moment truculents. Le bleu et le rouge les rassemblent, le jaune et le blanc les différencient. Comme de parfaits symboles, ces deux couleurs expriment le paradoxe de cette séquence diplomatique : le jaune de leurs rires parfois crispés après un échange musclé ; le blanc du drapeau de l'apaisement et des accolades en apparence sincères. Oui, nous avons assisté à une rumba durant laquelle les danseurs n'ont pu s'empêcher de se piétiner le bout des chaussures.

Que retenir de la visite du président français qui continue d'alimenter les débats aux commentaires acerbes ? Comment les publics qui de sentent concernés par le sort de la République Démocratique du Congo perçoivent cette parade ?

Ici, l'opinion de la diaspora semble se calquer sur celle qui globalement domine l'opinion de Kinshasa. Une grande majorité vitupère à la simple invitation d'Emmanuel Macron en République Démocratique du Congo et vilipende ce qu'elle considère comme une mascarade. Le ton français reste mal vu. Beaucoup réclament une alliance avec la Russie voyant en son président l'interlocuteur de confiance avec lequel Kinshasa devrait traiter. Ce n'est pas mon cas, loin s'en faut.

Mais revenons à cette conférence de presse. Qu'est-ce que Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron cherchaient à afficher ? De quoi sont-ils le nom ? Que veulent-ils faire valoir ?

Des tréfonds de mes intestins, émerge le sentiment qu'une concertation a précédé ce duel et que les bretteurs se sont prêtés au jeu de la franchise. Pour satisfaire leur peuple respectif, il m'apparaît clair que l'un devait se laver les mains des décennies de massacre perpétrés dans la



région des Grands Lacs, et l'autre réaffirmer son insubordination à la morale occidentale. Pour que la collaboration se justifie, il fallait qu'ils se griffent face à face et publiquement. Chacun pourra par la suite s'enorgueillir d'avoir cogné dur et parlé sans filtre même si l'époque nous invite à abuser de cet artifice. Comme si, chargé d'une mission imposée par la conscience, les protagonistes avaient préparé la visite en répétant ce mantra : «vidons notre sac, faisons table rase du passé et avançons.». Mon intuition suggère cette hypothèse, ma raison la tempère. Irions-nous jusqu'à dire qu'ils se seraient entendus sur ces quelques tirs à balles réelles ? L'intimité de leur réunion n'est pas connue. Nul ne sait s'il s'agit d'une mise en scène comme certains internautes le prétendent. En attendant, des douilles rutilantes de l'affrontement gisent encore sur le sol...

Quoi qu'il en soit, le monde retiendra que Macron s'est heurté au béton : le béton Tshisekedi qui l'égratigne. Ce dernier jugera les promesses du représentant de l'Hexagone sur la pratique. « J'attends de voir », dit-il. En parallèle, obsédé par son véritable et principal adversaire Paul Kagamé, le président congolais impute, à répétition, la responsabilité pleine et entière au Rwanda, allié de la France, pour les pillages et les atrocités commises à l'est du pays. Prestation chaudement applaudie par les participants à la conférence tout comme sur la toile où bon nombre spectateurs non Congolais invitent leurs propres chefs d'Etat à tenir tête

aux Occidentaux à la manière de Fatshi. Avec le spectre de Lumumba plus que jamais prégnant dans nos sociétés tant sur le plan culturel (ex : film Black Panther) comme politique (ex : la restitution de sa dépouille à sa famille), le Congo attire les regards et porte des enjeux. Le pays deviendrait-il le catalyseur d'une révolution panafricaine pressentie par les deux présidents ?

Ce pour quoi je n'ai aucun doute au sujet de ces deux hommes, c'est leur volonté de marquer l'Histoire, sans vraiment savoir comment s'y prendre. L'oraison funèbre qui les suivra devra mentionner la dynamique qu'ils auront insufflé dans le redressement de l'Afrique, tel est leur souhait. Dynamique qui débute par des annonces qui se veulent convaincantes. La France : en injectant une trentaine de millions en aide humanitaire et en promettant d'user de son influence sur les belligérants du conflit de l'Est afin que ceux-ci se conforment aux engagements pris pour ramener la paix (cette méthode n'a pas porté ses fruits lorsqu'il fut question de dissuader Putin de mettre en place son projet ukrainien ; mais restons optimistes). Le Congo : en haussant le ton face à celui considéré comme un parangon du néocolonialisme et en assurant des partenariats pertinents et bénéfiques à son peuple (collaborations maintes fois expérimentées dont les bienfaits sociaux restent pourtant peu tangibles ; mais restons optimistes).

Aujourd'hui, les cris de l'Afrique et de sa diaspora se font de plus en plus aigües et ne peuvent plus être ignorés. Tshisekedi et Macron les entendent comme les pleurs nocturnes d'un nouveau-né souffrant de coliques. Dans cet exercice médiatique, les deux acteurs clament pouvoir apaiser ces douleurs. Mais, dans un contexte de scepticisme politique sans cesse grandissant, les défis sécuritaires et économiques effrayants par leur démesure présagent déjà les frustrations de demain.

Mandela lokondo

HÉMORROÏDES

Les hémorroïdes (l'inflammation et la dilatation excessive des veines hémorroïdaires) peuvent causer des crises douloureuses. Une bonne hygiène de vie limite les risques d'inflammation et lorsqu'une crise survient, des médicaments permettent de la traiter. Dans certains cas, la chirurgie se révèle nécessaire.

QU'EST-CE QUI PROVOQUE UNE CRISE D'HÉMORROÏDES ?

La maladie hémorroïdaire (couramment appelée hémorroïdes) peut entraîner des crises douloureuses lors de l'inflammation et la dilatation excessive des veines hémorroïdaires autour de l'anus. La constipation en est la principale cause car elle entraîne des efforts de poussée répétés pour l'évacuation des selles. Certains aliments semblent favoriser les crises, notamment les viandes, les plats épicés, le café, le thé, les colas et divers alcools. Une alimentation pauvre en fibres et une hydratation insuffisante provoquent le durcissement des selles, et rendent leur évacuation problématique.

OÙ SE SITUENT LES HÉMORROÏDES ?

Les hémorroïdes sont un réseau particulier de veines dites hémorroïdaires qui font partie de l'anatomie du canal anal et de l'anus. Elles contribuent à la continence (le fait de retenir les selles et les gaz). Les hémorroïdes internes, situées en haut du canal anal, sont sensibles à la pression des gaz et des selles. Elles ne sont généralement pas douloureuses, même lorsqu'elles sont dilatées. Les hémorroïdes externes sont situées sous la peau de l'anus, qui est très sensible à la douleur.

Hémorroïde interne et externe

QUELS SONT LES SYMPTÔMES DES HÉMORROÏDES ?

Les symptômes de la maladie hémorroïdaire sont variables selon



les personnes et selon la localisation des hémorroïdes. Ils peuvent survenir soit sous forme de crise hémorroïdaire aiguë, soit de façon continue. La crise hémorroïdaire se manifeste par de vives douleurs, des saignements plus ou moins visibles, éventuellement la sortie hors de l'anus des hémorroïdes internes. Elle peut se compliquer de thrombose hémorroïdaire.

Les douleurs de la crise hémorroïdaire

Les crises d'hémorroïdes externes se traduisent par l'apparition d'une petite boule juste au bord de l'anus, de la même couleur que la peau. La formation de ce caillot occasionne souvent de vives douleurs, car la paroi de l'anus, très irriguée et innervée, est extrêmement sensible. Les crises d'hémorroïdes internes ne sont habituellement pas douloureuses.

Les saignements lors des hémorroïdes

Les hémorroïdes étant des vaisseaux sanguins très superficiels, les saignements sont fréquents. Ceux dus aux hémorroïdes internes sont

plutôt des saignements discrets, généralement visibles uniquement sur le papier toilette, pendant ou après les selles.

Le prolapsus hémorroïdaire

Lorsque les hémorroïdes internes sont très dilatées, elles peuvent apparaître hors de l'anus, notamment lors des poussées : c'est le prolapsus hémorroïdaire. Il peut provoquer des irritations, des démangeaisons ou une envie fréquente d'aller à la selle, sans résultat.

QUELLES SONT LES COMPLICATIONS ÉVENTUELLES DES HÉMORROÏDES ?

Les crises d'hémorroïdes disparaissent habituellement en quelques jours. Elles ont tendance à réapparaître. Elles entraînent des saignements. S'ils sont abondants et répétés, ils peuvent entraîner une anémie. La véritable complication est l'étranglement des hémorroïdes à l'anus, source de douleurs vives et durables, notamment si un caillot se forme (thrombose hémorroïdaire).

Sang rouge et sang noir

Le sang dans les selles peut se présenter sous deux formes. S'il est visible et rouge, l'affection qui touche le patient est nécessairement située dans le bas des intestins. En effet, si le sang est noir, cela signifie qu'il a été « digéré » et transformé. Il provient donc d'une situation en amont du tube digestif. Le sang noir est rarement visible parmi les selles, sauf lorsqu'une hémorragie importante provoque l'apparition de selles noires et particulièrement malodorantes. Habituellement, seul un test en laboratoire d'analyses peut le mettre en évidence avec certitude.

LES HÉMORROÏDES SONT-ELLES FRÉQUENTES ?

Tout individu peut présenter un épisode hémorroïdaire à un moment ou à un autre de sa vie. On estime qu'en France environ 1 personne sur 2 âgée de plus de 50 ans a présenté une crise d'hémorroïde.

POURQUOI DÉVELOPPE-T-ON DES HÉMORROÏDES ?

La constipation est la principale cause des crises hémorroïdaires, car elle entraîne des efforts de poussée répétés pour l'évacuation des selles. Par ailleurs, une alimentation pauvre en fibres et une hydratation insuffisante provoquent le durcissement des selles, rendent leur évacuation problématique et peuvent contribuer à la survenue d'une crise. Certains aliments semblent également favoriser les crises, notamment les viandes, les plats épicés, le café, le thé, les colas et divers alcools.

On observe par ailleurs que les crises hémorroïdaires se produisent plus fréquemment dans certaines familles.

Certains facteurs augmentent la pression abdominale et, par conséquent, la dilatation des veines situées près de l'anus : le surpoids, la position assise prolongée ou la constipation chronique.

Le manque d'exercice, la position assise prolongée ainsi que des efforts physiques violents ou spécifiques (cyclisme, équitation par exemple) peuvent également favoriser les crises.

Chez la femme enceinte, il n'est pas rare que des hémorroïdes, notamment apparaissent à la fin de la grossesse ou après l'accouchement. La pression due à l'utérus, la constipation chronique pendant le dernier trimestre de la grossesse ou dans les semaines qui suivent la naissance, ainsi que les contractions lors de l'accouchement font enfler les veines et augmentent le risque de crise hémorroïdaire.

LUTTEZ CONTRE LA CONSTIPATION

Veillez à ce que les selles soient régulières et molles, en adoptant par exemple une nourriture riche en fibres alimentaires (fruits, légumes, céréales complètes) et en buvant beaucoup.

PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE

Prenez l'habitude de pratiquer une activité physique quelle qu'elle soit, en évitant toutefois le cyclisme et l'équitation. Le mouvement, les exercices physiques réguliers activent la circulation et la digestion et préviennent ainsi la formation

d'hémorroïdes.

ÉVITEZ LA STATION DEBOUT OU ASSISE PROLONGÉE

Suivez la règle valable pour toutes les affections veineuses : plutôt marcher ou se coucher que rester debout sans bouger, ou assis de manière prolongée.

ÉVITEZ DE PRENDRE DES ALIMENTS FAVORISANT LES CRISES

Pour cela, faites une liste de ce que vous avez ingéré dans les heures qui ont précédé celles-ci. Avec le temps, vous devriez pouvoir faire des recoupements et identifier les aliments incriminés.

SURVEILLEZ VOS MÉDICAMENTS

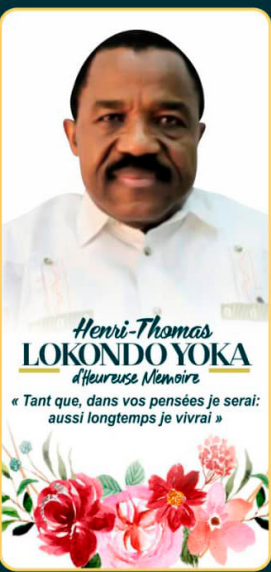
Certains médicaments favorisent la constipation, et donc les crises hémorroïdaires. Lorsque le médecin vous prescrit un nouveau médicament, n'hésitez pas à en parler avec lui.

PRATIQUEZ UNE HYGIÈNE ANALE RAISONNABLE

Procédez à des lavages réguliers de l'anus à l'eau tiède avec un linge en coton ou une lingette humide, sans abuser du savon.

Faire-Part

●●●●● Cérémonie Commémorative ●●●●●



Henri-Thomas
LOKONDO YOKA
d'Heureuse Mémoire
« Tant que, dans vos pensées je serai,
aussi longtemps je vivrai »

Il y a deux ans, jour pour jour, l'intrépide parlementaire, le Député National Henri-Thomas LOKONDO Yoka nous quittait pour toujours, en ce 10 mars 2021 en Afrique du Sud. Il laissait ainsi derrière lui un grand vide, une plaie profonde, tant on avait encore besoin de lui pour l'aboutissement de ses nombreuses réalisations dans son travail parlementaire.

Indépendant d'esprit, militant de la bonne gouvernance et de la liberté d'opinion, il aura imprimé dans nos mémoires des souvenirs inaltérables, qu'il nous revient de cultiver et de capitaliser.

C'est dans ce contexte que le Comité Exécutif de la Fondation Henri-Thomas a l'honneur de vous inviter à assister à la messe de suffrage en la mémoire de l'illustre disparu, pour ce **Vendredi 10 mars 2023**, en l'Eglise Saint Joseph de Matonge à 17h00.

Un cocktail vous sera offert au **Bar Restaurant Ban'Ekanga**, dans la **Commune de Kalamu à Matonge sur Oshwe n° 50** juste à côté de la salle **Delpiero de Koffi Olomide**.

DORÉNAVANT LE TAUX DE CHANGE SERA PUBLIÉ CHAQUE JOUR PAR LA BANQUE CENTRALE

Pour mettre fin à la spéculation observée sur le marché de change, le Comité de Conjoncture économique annonce la publication régulière par voie des médias du taux de change par la Banque Centrale.

Le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a présidé, ce jeudi 09 mars 2023, une réunion spéciale du Comité de Conjoncture Économique centrée sur la situation conjoncturelle liée à la dépréciation du franc congolais face au dollar américain sur le marché de change. De cette réunion, il a été préconisé des mesures pour apporter la bonne information et surtout mettre fin à la spéculation qui s'observe de plus en plus sur le marché de change. Cette spéculation engendre des conséquences néfastes sur les prix des biens de première nécessité sur le marché.

«Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a convoqué ce jour une réunion spéciale autour de



la question du taux de change de franc congolais à la suite des différents rapports que nous recevons de l'opinion publique. Et à cet effet, pour fixer l'opinion, il y a lieu de dire que les chiffres nous communiqués par la Banque Centrale du Congo révèlent que le franc congolais est demeuré relativement stable au cours des dernières semaines. Et à la date d'aujourd'hui, le franc congolais s'est échangé à un taux de 2035 francs congolais contre 1 dollar américain sur le marché officiel. Au

marché parallèle, on a observé des taux qui varient entre 2250 et 2350 franc congolais pour un dollar américain», a fait savoir le Ministre d'État en charge du Budget, Aimé Boji.

Au sujet de la décélération de la formation des prix intérieurs, Aimé Boji Sangara a souligné que le pays fait face à une spéculation qui prend de plus en plus forme.

«Il y a lieu de noter aussi qu'au cours des dernières semaines, on note une décélération de la formation des prix intérieurs. Cette décélération s'observe notamment à Kinshasa, dans la capitale de notre pays, à Lubumbashi, et à Goma. Il va donc s'en dire que nous faisons face à une spéculation qui prend forme autour de la question du taux du franc congolais et c'est pourquoi certaines mesures ont été préconisées pour apporter la bonne information et mettre fin à cette spéculation. Il s'agit notamment de la publication au quotidien par la BCC des taux du franc congolais dans les médias locaux et ensuite la Banque Centrale va procéder à un suivi permanent des taux sur le marché parallèle», a conclu le Ministre d'État, Ministre du Budget.

Intervenant à son tour, la Gouverneure de la Banque Centrale du Congo, Mme Malangu Kabedi, a soutenu que désormais les Congolais seront tenus informés régulièrement de taux de la parité du franc congolais par rapport aux autres devises notamment le dollar américain.

Cellule de communication de la Primature

Salon international du livre de Genève
Du 22 mars au 26 mars 2023

Présentation spéciale du livre
Militariser l'agriculture

Thème :
Quel programme de lutte contre la faim en RDC, pour activer l'article 47 de la constitution, qui dit : « le droit à la sécurité alimentaire est garanti ».

Didier MUMENGI
Didier MUMENGI
Didier MUMENGI
Didier MUMENGI

BOOK EXPRESS
DISTRIBUTEUR DU SAVOIR

COBALT : ENJEUX ET DANGERS

Indispensable à l'industrie, notamment à la fabrication des batteries qui équipent les véhicules électriques, le cobalt est devenu un minerai hautement stratégique. De la République démocratique du Congo à la Scandinavie, une remarquable enquête sur la face cachée de son extraction.

Pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, l'Union européenne a décidé d'interdire à partir de 2035 la vente des véhicules neufs à moteur thermique ou hybride. Un défi pour l'industrie automobile du continent, tenue de développer sa production de voitures et d'utilitaires légers 100 % électriques. Associé au lithium, au nickel et au manganèse, le cobalt assure la stabilité des cellules des batteries et empêche qu'elles n'entrent en combustion.

Avec l'accélération de la mobilité électrique, ce sous-produit de l'extraction du cuivre est devenu un minerai hautement stratégique. Ses plus grands gisements mondiaux se trouvent en République démocratique du Congo (RDC), dans les provinces du Lualaba et du Haut-Katanga. Si les investisseurs étrangers, principalement chinois, y contrôlent les trois quarts des sites miniers industriels, 20 % des mines



y sont artisanales, principalement autour de la ville de Kolwezi : parfois âgés de moins de 10 ans, des « creuseurs » y risquent leur vie dans des boyaux de fortune pour des rétributions misérables.

En quête de souveraineté pour s'affranchir du quasi-monopole de la Chine dans la fourniture de batteries, l'Europe encourage de son côté la multiplication des projets miniers sur son territoire afin d'alimenter les chaînes de production qu'elle compte développer

Batterie de fléaux

Pollution à l'acide des sols et des cours d'eau, expropriation de leurs terres des paysans et des éleveurs, travail des enfants, corruption des élites pour l'octroi de permis d'exploitation... : en RDC, la course au

cobalt – chaque batterie en nécessite 10 kilos – s'accompagne d'une cohorte de fléaux.

En Scandinavie, où les principaux gisements européens ont été identifiés, ce sont les risques environnementaux qui suscitent les craintes des populations locales. Donnant la parole à des industriels de l'automobile et du secteur minier, au vice-président de la Commission européenne Maros Sefcovic, à des ONG et à des activistes engagés dans la défense des droits humains et la protection de l'environnement, cette enquête remarquable pointe la face cachée d'un marché stratégique, dont la demande est promise à une croissance exponentielle pour réaliser le rêve européen de neutralité carbone.

EJK



Leader des assurances en RDC

Adresse : 6466, Boulevard Du 30 Juin, Immeuble SONAS
 ☎ +243 819 700 904 🌐 sonas.cd ✉ info@sonas.cd

8 MARS 1977

DÉCLENCHEMENT DU CONFLIT DU SHABA AU ZAÏRE

Une force rebelle de 1500 hommes envahit la riche région minière du Shaba, dans le sud du Zaïre (République démocratique du Congo). Incapable de l'arrêter, le président Mobutu Sese Seko mise sur de l'aide internationale pour se débarrasser rapidement de cette menace.

En réaction à l'appui du président Mobutu à l'UNITA, un mouvement de guérilla opposé au régime marxiste de l'Angola, le président angolais Agostinho Neto obtint du Front de libération nationale du Congo (FLNC) qu'il mine les routes des régions contrôlées par l'UNITA.

En 1977, Neto apporte même son appui au projet d'invasion du Zaïre par une force d'invasion de 1500 hommes du FLNC qui a pour but de renverser Mobutu. Elle entre en action le 7 mars 1977. Mal prépa-

rées, les troupes zaïroises se font bousculer. Face à elles, les rebelles passent à 7 000 hommes. Mobutu ralentit leur progression avec la division d'élite Kaymanyola, mais les réfugiés se comptent par dizaines de milliers.

Présentant cette invasion comme une agression communiste dirigée par Cuba, Mobutu saisit l'Organisation de l'unité africaine de la question le 2 avril. Sans adhérer à sa thèse anti-communiste, plusieurs pays africains s'inquiètent et appuient Mobutu. Ce dernier cherche aussi à obtenir le soutien des États-Unis qui ont fourni au Zaïre plus de \$400 millions d'aide militaire depuis 1960. Mais le président Jimmy Carter n'est pas disposé à soutenir ce dirigeant controversé alors qu'il met de l'avant sa politique des droits de l'homme. Le Congrès diminue même l'aide militaire au Zaïre de moitié alors que



la crise fait rage.

D'autres pays accordent toutefois leur support à Mobutu, notamment le Maroc et la France. L'Égypte fournit aussi des pilotes et l'Arabie saoudite un soutien financier. Les troupes marocaines, transportées par des avions français, lancent le 13 avril une contre-offensive vigoureuse sur terre et dans les airs. À la fin avril, les derniers éléments rebelles quittent le Zaïre. Cette action rappelle l'influence de la France en Afrique francophone.

© *Perspective monde*

CENI

LE HIC DES ÉLECTIONS FIN 2023 EN RD-CONGO « ÇA FAIT 6 MOIS QU'ON EST SANS FRAIS DE FONCTIONNEMENT », DENIS KADIMA

Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Denis Kadima Kazadi, a, dimanche 5 janvier, dans une émission à la chaîne panafricaine Télé 50, confié que c'est depuis le mois d'octobre 2022 que la CENI n'a pas de frais de fonctionnement.

Étant donné les contraintes qui vont avec le processus électoral, tous les challenges autour et le défi d'organiser les élections en décembre 2023, Denis Kadima est devant le hic pouvant hypothéquer l'atteinte de sa mission. « Le dernier décaissement que nous avons reçu était depuis septembre 2022, depuis octobre nous n'avons pas reçu non seulement les frais de fonctionnement mais aussi, le fonds des opérations. Les fonds que nous avons reçus pour les scrutins sont

épuisés », a-t-il déclaré.

Sans les fonds nécessaires pour les scrutins, les difficultés qu'éprouvent la CENI sont bien réelles. « Nous savons que nous sommes sur la liste des priorités du gouvernement mais ça commence à nous poser de sérieuses difficultés », a ajouté Denis Kadima.

Possible glissement en vue ?

À en croire le président de la CENI, « beaucoup d'activités sont actuellement en difficulté » et, cela ne peut que remettre en cause le respect du calendrier électoral.

Interrogé sur le sujet, Denis Kadima reste optimiste. « Si vous regardez la feuille de route et ensuite, jetez

un coup d'œil au calendrier électoral, vous verrez que toutes les étapes prévues sont respectées. Nous sommes en conformité avec le calendrier. Ça signifie que si nous continuons de la sorte, en dépit de tout ce qui a comme difficultés sur le plan sécuritaire, logistique, et sur le plan du financement, nous courons vers l'objectif », a-t-il affirmé.

Conscient des enjeux et du rôle qu'il joue, Denis Kadima, l'épicentre de tout, dit attendre beaucoup de congolais car, affirme-t-il, le travail que fait la CENI pousse certaines personnes à le voir comme un parti politique à tel point que ces personnes cherchent à discréditer la CENI et le processus électoral.

Espérant KALONJI

REVISITATION DE LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT MACRON À KINSHASA



rence en Europe et partout ailleurs dans le monde, cacher les archives compromettant du HCR etc.

Sauvez notre nation, en partageant cette réflexion. Réunissez-vous pour analyser la déclaration de Macron, discutez-en avec vos collègues, vos savants, vos historiens etc., ils doivent orienter la société civile plurielle sur ce qui se cache derrière cette déclaration de Macron faite à Kinshasa. Notre pays est sur l'abattoir. Chaque puissance européenne a déjà cible son morceau. De cette idée, les européens vont faire un bloc et vont donner à cette épique d'historiens un mandat, la France connaît déjà l'aboutissement et est en train de chercher comment avaliser sa démarche par la nation congolaise. Or il ne faut pas lui donner cette occasion. Il faut résister. Sinon, donc le Congo aura accepté BERLIN II que les tutsi recherchent depuis la guerre de l'AFDEL avec le président rwandais BIZIMUNGU. C'est ce que Macron est venu dire aux Congolais mais de manière voilée. Si le Président ou notre Parlement accepte la mise en place de cette équipe d'historiens européens, ou laisse cette idée évoluer dans les salons politiques, l'histoire retiendra qu'ils auraient milité à la mise en place de BERLIN II pour redéfinir les limites de RDC. C'est ça les négociations, la démarche recherchée par Kigali à travers le M23 : L'autodétermination d'une partie de pays, Berlin II. L'histoire de la RDC est déjà écrite, plus question de Berlin II. Le reste sera écrit par les Congolais eux-mêmes, comme l'avait prophétisé notre héros National Emery Patrice Lumumba. Faites circuler ce message à tous vos proches, vos groupes patriotes.

Soyons patriotes !

Pensez à Simon Kimbangu et à Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wazabanga !

Société civile et tous les nationalistes, nous vous soumettons cette réflexion compte tenu du fait qu'elle risque de passer inaperçu ou bien être traité sous table à la grande surprise des congolais. Chers congolais et congolaises, SVP, quelle lecture faite vous de la position de Macron qui propose la réécriture de l'histoire du Congo ? Il a dit qu'il est prêt mettre à la disposition du Congo des historiens pour revisiter et réécrire l'histoire du Congo, donc de la colonisation et l'indépendance du Congo et de son espace géographique et il a déclaré en avoir parlé avec Paul Kagame.

Ne trouvez-vous pas que le piège nous est déjà tendu ? C'est une forme voilée de vouloir aboutir à mettre en place l'existence d'une équipe qui sera acceptée par le Congo et les rwandais ou bien les banyamulenge seront au rendez-vous et dont les conclusions nous seront opposables à tous et qui aboutiront à la partition du pays. Dans ce cas nos autorités auront la

corde au cou pour s'en défaire car l'avoir cautionné. Rappelez-vous de l'histoire de la Yougoslavie. C'est encore la France qui avait proposé le règlement pacifique de la guerre du Kosovo et qui avait abouti à la partition de la Yougoslavie en 4 ou 5 Etats et la France était le premier pays européen pour reconnaître la Bosnie comme État indépendant et cette reconnaissance avait entraîné le démembrement de la Yougoslavie.

Vous voyez que c'est le schéma de la Yougoslavie que Macron est venu faire au Congo de façon voilée et de façon politique camoufler. S'il en a discuté avec Kagame donc ils savent déjà l'aboutissement. Kagame n'est nullement bête de faire une guerre sans issue et sans avoir des assurances de la France alors qu'ils ont parlé du Congo avec Macron. Ils vont tout faire pour biaiser l'histoire, et peut être que ces historiens sont déjà dans leur laboratoire pour falsifier l'histoire, cacher, où bien, ils ont déjà subtilisé les documents de référé-

HISTOIRE URBAINE DE KINSHASA (1^{ÈRE} PARTIE) FORMATION DES DIVERS QUARTIERS DANS LA PLAINE ET SUR LES COLLINES PÉRIPHÉRIQUES LA VILLE DE KINSHASA



Les cités construites dans la ville basse (plaine) sont généralement accessibles entre elles. Parmi les cités bâties dans la plaine, on compte les communes de : Gombe, Limete, Lingwala, Kinshasa, Barumbu, Kasa-Vubu, Ngiri-Ngiri, Lemba, Ndjili, Matete, Kalamu, Bandalungwa, Ngaba, Masina, Makala et Kinkole (Nsele). Treize ont été érigées en communes en 1957-1959, avant l'Indépendance. Lemba est devenue une commune en 1966, et les autres en 19683. Les cités créées avant l'Indépendance sont les mieux loties car bénéficiant d'un urbanisme bien planifié par la puissance coloniale belge, ce sont les cités européennes. Par contre, les cités créées après 1960 se sont développées par morceaux, sans planification préalable, sauf dans quelques quartiers.

Cités européennes

Elles comprennent les communes de la Gombe et de Limete, ainsi que plusieurs quartiers de la commune de Ngaliema.

La commune de la Gombe

Gombe a été créée sous le nom de Kalina selon les normes urbanistiques vers les années 1920 pour accueillir les infrastructures de Kinshasa, la nouvelle capitale du Congo. Le quartier administratif, les ambassades, les résidences de haut standing, le centre principal des affaires, le port, la gare centrale, les sièges des institutions politico-administratives et économique s'y trouvent tous concentrés dans cette commune. C'est la commune où la spéculation foncière et immobilière est la plus forte. Gombe a été à sa naissance, au début du xxe siècle, reliée aux cités indigènes de Kinshasa, Lingwala et Barumbu par quelques artères : l'avenue des Palmiers (actuellement avenue Kasa-Vubu) et l'avenue des Huileries. L'avenue de la Justice, jadis avenue Valcke, est la première à avoir été bétonnée dans la ville, en 1931.

Le 24 décembre 1881, les chefs de Lemba, Kinshasa et Kintambo, accordèrent une audience à l'explorateur Henry Morton Stanley, sous un baobab au bord du fleuve Congo, au niveau de l'actuelle baie de Ngaliema et signèrent avec lui un pacte de fraternité, Kinshasa était un archipel de villages déjà respectables et un centre de commerce florissant. Léon de Saint Moulin (1971 et 2004) estime la population de Kinshasa en 1880 d'environ 30 000 habitants. Les premiers Européens dénombrent 5 000 habitants à Kintambo, à peu près autant à Kinshasa (village), 3 000 à Mikunga, 1 500 à Kibangu (Masina), 1 400 à Kimwenza et un nombre important à Lemba (Mbaza Lemba) et Kimpoko, outre les villages extrêmement nombreux des collines périphériques.

Henry Morton Stanley, après avoir obtenu le droit d'établissement, donna le 14 avril 1882 le nom de Léopoldville à la station qu'il avait commencée, en hommage au roi des Belges.

Urbanisation des sites

Pour urbaniser les beaux sites situés le long du fleuve, l'administration coloniale repoussa vers le sud, à l'intérieur des terres, les villages de Kintambo, Kinshasa, Kingabwa, Ndolo, etc. Plus tard, l'extension

urbaine réunira d'autres villages dans ses limites pour ne faire qu'une seule entité administrative.

Site de la ville

L'actuelle ville de Kinshasa a été construite à partir de deux sites topographiques qui ont des forces attractives différentes étant donné que l'urbanisation de la plaine est plus aisée que celle des collines. Les deux villes, (Basse) et (Haute), se sont développées en des périodes différentes. Le site bas a été en grande partie urbanisé avant l'Indépendance en 1960, et le site Haut (ville haute) est né globalement après l'Indépendance. C'est le Site Bas (ville basse), bâtie dans la plaine, qui bénéficie de beaucoup d'équipements urbains, plus que la ville haute, perchée sur des collines.

Les cités des plaines : ville basse

Le plan local d'urbanisme de 1950, le plan régional de 1967, le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de 1975 et le projet] de développement urbain de 1985 se sont basés sur cette plaine pour proposer l'expansion de la ville. Cette partie de la ville concentre la plus grosse partie de la population, de l'habitat, des infrastructures, etc., grâce à son accessibilité et facilité d'être urbanisée. Elle est donc le site de la genèse de la ville de Kinshasa.

La commune de Limete

Limete se situe quant à elle, à une dizaine de kilomètres à l'est de la Gombe. Ancienne cité européenne, elle a été créée à cause de cette volonté clairement exprimée par le plan d'urbanisme de 1950 qui prévoyait d'orienter le développement de la ville vers l'Est. Elle jouait un rôle très indispensable de pôle économique afin désengorger la Gombe. Elle a abrité un centre commercial et des affaires, un quartier industriel et un quartier résidentiel qui sont géographiquement séparés par le boulevard Lumumba. Le quartier résidentiel a été à l'origine conçu pour accueillir les cadres européens des sociétés.

Mais le statut de Limete comme pourvoyeur d'une importante main-d'œuvre industrielle kinoise décroît avec la crise socio-économique et politique qui a suivi les pillages de triste mémoire de 1991 et 1993. Avec ces pillages, Limete a perdu énormément des infrastructures industrielles. Avant les pillages, Kinshasa comptait officiellement 503 établissements dont 122 (24,25 %) à Limete dans lesquels, il y avait 55 petites et moyennes entreprises, 31 grandes et 5 très grandes entreprises. Après les pillages, Kinshasa en 2002, ne comptait dans son ensemble que 190 établissements dont 166 petites et moyennes entreprises tournant à 70 % de leurs capacités.

Limete n'est donc plus cet important centre commercial et industriel d'autres fois. Elle abrite à côté de son luxueux quartier résidentiel, des habitats spontanés, et même, trois misérables bidonvilles construits avec des matériaux de récupération, à proximité des industries, sur d'anciennes décharges publiques au bord du fleuve. Ces bidonvilles se nomment : Grand-Monde, Paka-Djuma et Bribano, et ne sont pas connus de beaucoup des Kinois.

Les cités européennes de Limete et de la Gombe restent jusqu'aujourd'hui très prisées par la population pour y résider malgré l'âge. À Limete, la valeur immobilière varie en fonction de la proximité avec le boulevard Lumumba. Plus on se rapproche du boulevard, plus

la valeur immobilière s'augmente. À la Gombe cependant, la valeur immobilière est élevée quand on se rapproche soit du boulevard du 30 juin, soit du fleuve Congo. Dans tous les cas, ce sont des villas réservées aux mieux nanties, la population à faibles revenus habitants les autres cités comme les anciennes cités indigènes.

Anciennes cités indigènes

Les cités de Barumbu, Kinshasa, Lingwala et Kintambo ont été loties à partir d'une décision de mars 1907 du commissaire de district, G. Moulart. Il fit tracer à 500 mètres au sud de la gare une avenue de trois kilomètres. C'est l'actuelle avenue du commerce qui est aujourd'hui coupée par l'hôpital général de Kinshasa (Mama Yemo). Un quartier analogue fut ensuite organisé à Kintambo.

L'habitat et l'environnement de ces anciennes cités indigènes diffèrent des autres cités de Kinshasa. Lingwala et le sud-est de Kintambo sont un peu moins anciens et n'ont été occupés que vers les années 1930. Pour la plupart des cas, ce sont des migrants ruraux qui peuplaient ces cités depuis leur naissance. Le premier afflux de ces ruraux se situe après l'arrivée du rail de 365 km, en juillet 1898, en provenance de la ville portuaire de Matadi. Cette gare transforme la ville particulièrement dans le domaine économique. Il y a eu non seulement le développement du gros commerce et naissance des industries, mais aussi une main-d'œuvre abondante venue de l'intérieur du pays tout comme de l'étranger, des personnes qui cherchent à tenter une nouvelle vie à Kinshasa.

Ces migrants étrangers comme nationaux habitent des logements construits en briques adobes avec une architecture précaire. La première distribution d'eau sous forme de bornes fontaines ne fut pas installé avant 1933, et aucun raccordement individuel à l'eau ou à l'électricité n'a existé dans ces cités avant 1948.

La commune de Kintambo

Située à l'Ouest, elle a été implantée à l'arrière du site initial de Léopoldville. Son vieux port est le siège du premier

chantier naval. La zone industrielle de Kintambo comprenant une usine textile inaugurée en 1928 a permis la construction de camps pour les travailleurs de ladite usine à moins de 500 m de l'usine selon la loi en vigueur de cette époque, qui exigeait de loger les ouvriers à moins de 500 m de l'entreprise.

La commune de Kinshasa

Située au centre nord, elle a donné son nom à la ville. Elle est l'une des plus petites communes de Kinshasa actuellement, mesurant seulement 2,9 km² avec près de 165 000 habitants, et fortement densifiée avec plus de 50 000 habitants/km². La commune se caractérise par la vétusté de son habitat ainsi que par un désordre sur le plan urbanistique, avec absence de réseau d'assainissement, ce qui laisse à désirer l'hygiène du milieu.

La commune de Barumbu

Située au centre nord-est, elle a le privilège d'abriter le vieil aéroport de Ndolo protégé par le camp militaire Lieutenant Mbaki. C'est dans cette commune qu'a été créé le tout premier quartier artisanal (Citas) à proximité de nouvelles implantations portuaires et industrielles le long du fleuve.

La commune de Lingwala

Située au centre nord-ouest, elle s'étend sur 2,9 km² et est accessible principalement à partir des avenues du 24 novembre et des huileries. Elle compte plusieurs établissements scolaires établis dans sa frontière, le long de l'avenue du 24 novembre.

Ces quatre communes sont donc des vieilles communes, jadis occupées majoritairement par la population venue du village, de l'intérieur du pays. Toutes les routes dans cette partie de la capitale étaient en terre jusqu'en 1948, lorsque l'avenue Prince Baudoin, actuellement Kasa-Vubu, fut asphaltée à partir de la commune de la Gombe jusqu'à Kalamu, au niveau du Pont Kasa-Vubu.

Source : Wikipédia

DAMIEN PWONO, UN PARCOURS ATYPIQUE ET BRILLANT

Nommé Dg de l'INA l'année dernière, au mois de mars, le Pr Damien Pwono est décédé mardi 7 mars 2023, à Pittsburgh aux USA. Son parcours - brillant - l'aura conduit des bancs de l'INAS (l'école d'application de l'INA) au fauteuil de Dg de l'INA en passant par de prestigieuses institutions universitaires et philanthropiques des États-Unis d'Amérique).

Après avoir décroché son PhD en Ethnomusicologie, à l'Université de Pittsburgh, dans l'État de Pennsylvanie aux États-Unis, en 1992 (lui qui avait, auparavant, fait l'INAS et l'I.N.A. à la base), Damien Pwono va assurer, à cette même université (Pittsburgh), des séminaires de «Culture et Développement».

À partir de 1993, il occupe, pendant 5 ans, le poste de Conseiller Principal chargé du programme des arts et des sciences humaines à la Rockefeller Foundation, basée dans l'État de New-York aux États-Unis ainsi qu'à Nairobi au Kenya (où il sera en poste pendant quelque temps). Par la suite et pour une même durée qu'à la Rockefeller Foundation, il est nommé responsable du programme pour les médias, les arts et la culture au sein de Ford Foundation, de 1998 à 2003.

Après avoir travaillé pour les fondations Rockefeller et Ford, Pwono met bénévolement son expertise, durant deux ans, au service du Conseil international de la musique à l'Unesco, en tant que secrétaire général. C'est ainsi qu'il coorganise le 1er forum mondial de la musique à Los Angeles en octobre 2005, événement marquant pour la musique au niveau planétaire. Par la suite, il va créer sa propre agence dénommée Cultural Engenering.

En 2007, il est engagé comme



Directeur Exécutif à la Global Initiative on Culture & Society à Aspen Institute à Washington pour 5 ans.

De 2012 à 2018, Damien Pwono est professeur à l'I.N.A. où il a été particulièrement chargé de lancer la licence en musique. Il est, en parallèle, Conseiller Stratégique en Chef dans le Bureau de l'Envoyé Spécial du Chef de l'Etat de la RDC.

De 2019 à nos jours, il est employé au Ministère de la Coopération Internationale, de l'Intégration Régionale et de la Francophonie comme Chef de cabinet adjoint. Son passage à la coopération internationale lui a permis de manager et de faire aboutir le projet du nouveau campus de l'INA et du centre international de coopération et d'action culturelle dont la coopération chinoise est en train de parachever la construction, en face du palais du Peuple. Sa pugnacité, sa maîtrise des questions de diplomatie et de diplomatie culturelle, son entregent lui permettent de

faire avancer cet incroyable projet avec le Dg de l'époque, le Pr Yoka.

En mars 2022, le Pr Damien Pwono est nommé Directeur Général de l'Institut National des Arts ; il succède au même Pr Yoka pour lequel le Dg Damien Pwono organise une sortie exceptionnelle, mémorable.

Ensuite, malgré la maladie, le Pr Damien - comme on l'appelle affectueusement à l'INA - a courageusement piloté la réforme des programmes qui fait basculer l'INA dans le système LMD et prépare en même temps l'institution d'une Université Panafricaine des Arts. Son esprit continuera à veiller sur l'institution pour laquelle il a tant lutter, tant fait et tant donné. Immortel, le Professeur Damien Pwono Mandondo l'est désormais pour l'INA !

Salut l'Artiste, le Manager, l'Expert...

Jean-Marie NGAKI,
Enseignant à l'Ina

BOSSEKOTA WA LOKILO JOSEPH, FONDATEUR DE L'ULK, EST MORT À L'ÂGE DE 96 ANS

Le patriarche des Mongo et homme politique, Bossekota Wa Lokilo Joseph vient de tirer sa révérence le jeudi 9 mars 2023 à l'âge de 96 ans.

Né le 26 novembre 1926 à Yuli dans la Province de l'Équateur, Bossekota Wa Lokilo Joseph fut un homme d'affaires actif dans différents domaines et secteurs d'activités au Congo (RDC) à savoir l'immobilier, la construction, président de club de football de Bilima.

En 1957, il créa l'industrie des arts à Mbandaka en installant la première entreprise de Menuiserie Métallique.

Il construit le premier hôtel de grand standing à Mbandaka en 1958 dans la Province de l'Équateur RD. Congo.

De 1961-1963, il est nommé président de la Chambre de commerce de l'Équateur et désigné comme représentant de la fédération des chambres de commerce du Congo à la commission constitutionnelle de Luluabourg.

En 1980-1985, il est élu bourgmestre de la Commune de Limite à Kinshasa (RDC). En 1984, Il crée l'Institut d'enseignement fondamental « 14 octobre » section primaire et secondaire.

Ayant le désir de continuer à prodiguer un enseignement de qualité aux enfants du pays, il eut l'idée de fonder en 1988, la première Université Privée du Congo « Université Libre de Kinshasa » en sigle (U.L.K) définitivement agréée le 12 juin 2006 par Décret présidentiel no 06/0106.



LIBRE OPINION

KIVUTIENS, METTEZ FIN AUX GUERRES...

Nous le savons tous, même si l'on refuse de l'avouer : la cause fondamentale des guerres successives à l'Est du Congo est l'antagonisme identitaire entre les populations bantoues et nilotiques. Ainsi, les conflits au Nord et au Sud Kivu prendront fin le jour où les Kivutiens (Bantous et Nilotiques) le voudront, le jour où ils accepteront de cohabiter pacifiquement dans leurs villages et villes. Il n'y a pas d'alternative à cela. La victoire militaire durable d'un camp sur un autre est une réverie. Telle est mon intime conviction.

Ni le gouvernement central congo-



lais ni l'Onu ni les Occidentaux ni la Russie n'arrêteront la spirale des violences à l'Est si les Kivutiens eux-mêmes ne souhaitent pas y

mettre fin. Les continuels discours de stigmatisation ou de victimisation des uns et des autres - les haines entretenues, éternellement recuites - sont sans issue. Toute chose, heureuse ou malheureuse, a une fin.

Élites (politique, militaire, religieuse, coutumière, économique) et populations du Nord et du Sud Kivu, mettez fin aux guerres et aux souffrances de vos - de nos - frères et sœurs. Réconciliez-vous.

Wina LOKONDO

JUSTIN MARIE BOMBOKO, UN DES PREMIERS UNIVERSITAIRES ET TOUT PREMIER MINISTRE CONGOLAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Je l'appelais Papa Justin. Il était le tout premier universitaire Mongo et de l'Equateur. Il est également le tout premier patron de mon défunt papa. Il était enfin le tout premier Ministre des Affaires Étrangères de la RDC.

Papa Justin est père d'une famille nombreuse dont je compte des nombreux amis. Il est mort le 10 avril 2014 à l'âge de 86 ans.

Très jeune, mon grand-père avait plaisir à me parler des politiciens de l'Equateur et parmi les noms qui revenaient souvent c'est Bomboko, Léon Engulu, et Laurent Eketebi. Il souhaitait que je devienne un jour comme l'un de ces grands du grand Équateur. Mort centenaire, j'ai toujours le souvenir de nos conversations. Je lui rends ce jour cet hommage.

Bio - Express

BOMBOKO LOKUMBA ISEKENGE
Justin-Marie

Né le 22 septembre 1928 à Boleke dans la province de l'Equateur, il obtient une Licence en Sciences politiques, diplomatiques et administratives à l'université Libre de Bruxelles en 1959.

Début janvier 1960, il crée l'Union Mongo (UNIMO) et assiste en qualité d'observateur à la Table ronde politique belgo-congolaise à Bruxelles (janvier-février 1960).

Nommé membre de la Commission politique auprès du Ministre du Congo-belge et du Rwanda-Urundi à Bruxelles, il en est le porte-parole à la Table ronde économique en avril-mai 1960.

Elu Député désigné national UNIMO en 1960, il est désigné, après le coup d'État du 14 septembre, Président du Collège des commissaires généraux et



commissaire général aux Affaires étrangères. Il garde le poste des Affaires étrangères dans le gouvernement de Cyrille Adoula formé à l'issue du conclave de Lovanium, en août 1961, puis devient Ministre de la Justice d'avril 1963 à juillet 1964, lors de la formation du gouvernement de Moïse Tshombe.

Directeur du bureau politique du Rassemblement des Démocrates Congolais (RADECO), il est élu Député unicentrale pour la Cuvette centrale en 1965. De novembre 1965 à juillet 1969, il est de nouveau Ministre des Affaires étrangères, fonctions qu'il cumulera avec le Commerce extérieur, la Coopération ou les Affaires économiques et financières.

Ambassadeur du Zaïre à Washington de 1969 à 1970, il est, au même moment, membre du bureau politique du MPR de 1967 à 1970.

A la zaïrianisation, il acquiert la société Sapa spécialisée dans l'agroalimentaire, le commerce et les transports. Après une période de disgrâce, il signe son retour en politique à l'occasion des élec-

tions de 1977 où il est élu membre du bureau politique du MPR. Il entre au Comité central du MPR en 1980, réintègre le bureau politique en 1981 et à la même année, il est nommé Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères.

De 1982 à 1983 il est ambassadeur à Benelux et auprès de la Communauté Économique Européenne.

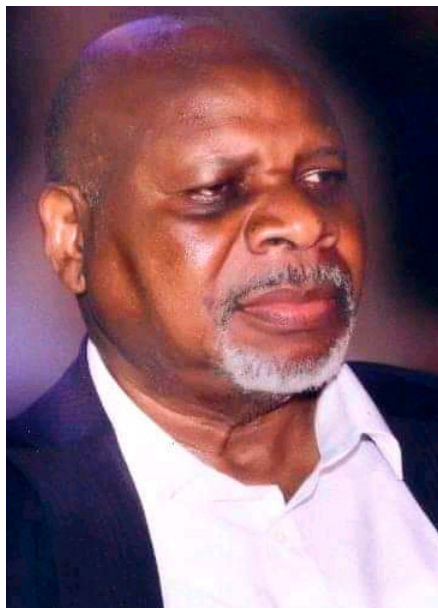
Il siège au comité central du MPR de 1980 à 1990. Il participe à la Conférence Nationale Souveraine (CNS) en qualité de pionnier de l'indépendance, avant de siéger au Haut-Conseil de la République - Parlement de Transition (HCR -PT).

Après la chute du régime Mobutu, il fait partie de l'opposition politique et participe au dialogue inter-congolais de Sun City en 2002. Doyen de l'opposition, il est désigné, en juillet 2003, Sénateur au Parlement de Transition et devient deuxième Vice-président du Sénat. Il est Président de la Fondation Universitaire du Congo.

HC Jean Pierre Eale Ikabe

HOMMAGE À JOSKY KIAMBUKUTA

7 MARS 2022- 7 MARS 2023 : 1 AN DÉJÀ !



Josky Kiambukuta, chanteur de charme doublé d'un grand auteur compositeur, est l'un des trans-fuges de l'école African Jazz qui ont franchi le seuil de l'Ok Jazz et qui ont marqué leurs empreintes dans les œuvres à succès de cet orchestre à l'instar de Sam Mangwana et Ndombe Opetum, Daliens Ntesa, etc. Malade depuis plusieurs années, il avait rendu l'âme le dimanche 7 mars 2022 à l'âge de 72 ans à la Clinique Ngaliema de Kinshasa.

Josky Kiambukuta Londa est né le 14 février 1949. En 1969, il intègre l'orchestre African Fiesta Sukisa de Dr Nico et se fera connaître par sa voix puissante dans plusieurs tubes dont

«Sady naboyi masumu», «Echantillon pamba», «Ntumba» de Lessa Lissan avec qu'il formait un duo de choc.

En 1971, sa voix si particulière et prégnante, fait de lui un grand interprète et il finit par se révéler un grand auteur compositeur à travers ses propres compositions.

Suite à cette révélation, Luambo Franco va l'incorporer dans l'OK Jazz, en 1972. Sa carrière mise en lumière explose et il s'impose ensuite face aux grands chanteurs comme Michel Boyibanda, Chekain Lola, Youlou Mabiala, Wuta Mayi, etc. Il va ensuite se faire connaître comme un grand auteur-compositeur à travers des œuvres comme «Na mabele», «Baby» et «Chez mère Kusala», etc. Ces tubes à succès lui ont valu le surnom de commandant de bord du grand navire OK Jazz.

Josky Kiambukuta est resté fidèle à l'Ok Jazz et Franco Luambo jusqu'au décès de ce dernier en 1989.

Il va y rester jusqu'en 1994, lorsqu'un groupe de musiciens quittent l'Ok Jazz pour aller créer l'orchestre Bana Ok avec les Lokombe, Diatho, Makosso, Ndombe, etc. sous le leadership de Simaro Masiya.

Il réalise avec les Bana Ok un certain nombre d'albums tels que « Bakitani » et « Cabinet molili » en 1994, « Trahison » en 1997, « Toucher jouer »

en 1998, « Dernier avertissement » et « Tonnerre show » en 1999, « Oui ça va » en 2003, « Bula ntulu » en 2004.

En 2003, il décide d'émigrer en Europe où il tente de faire la carrière solo. A Paris, où il réside, il sort un album qui contre toute attente fait un grand flop.

Il va récidiver en 2006 avec l'album «Chandra» qui fut un succès indéniable et après, on n'a plus entendu parler de lui.

Très populaire dans le milieu musical congolais, Josky Kiambukuta a collaboré avec divers artistes dont Ricardo Lemvo (ay valeria), Papa Wemba (Mwana Molokai), Koffi olomide (Ngounda), Jb Mpiana et Wenge Bcbg (Mumune).

Chanteur ténor de charme et compositeur des tubes mythiques dont Baby, Josky a fait des duos mémorables notamment avec tantôt Ndombe Opetun, tantôt Madilu System, tous deux partis avant lui. Intergénérationnel, Jo Sex a presté aussi avec des mythiques chanteurs comme Sam Mangwana, Koffi Olomide, ...

Josky est revenu au pays fêter ses cinquante années de carrière et ses 70 ans d'âge, le samedi 23 novembre 2019 à l'espace "Chez Ntemba" à la commune de la Gombe.

Herman Bangi Bayo


Régie par la loi n°16/009 du 15 Juillet 2016 Fixant les règles relatives au régime général de la sécurité sociale

Une sécurité pour aujourd'hui et demain



 ASSURANCE AUTOMOBILE



 ASSURANCE INCENDIE



 ASSURANCE ACCIDENT
ET RISQUES DIVERS



 ASSURANCE VOYAGE



 ASSURANCE TRANSPORTS

MEILLEURS PRODUITS D'ASSURANCES AUX MEILLEURS PRIX



Leader des assurances en RDC

Adresse : 6466, Boulevard Du 30 Juin, Immeuble SONAS
☎ +243 819 700 904 🌐 sonas.cd ✉ info@sonas.cd